

TRYPANOSOMOSSES
ANIMALES AFRICAINES

Le MIRAH valide la nouvelle stratégie nationale de lutte contre la maladie



Mardi 14 juillet 2026, à Grand-Bassam, la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-Être Animal (DSVBA) du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH) a organisé un atelier de validation de la Stratégie nationale de lutte contre les Trypanosomoses Animales Africaines (TAA) pour la période 2026-2030.

NIGÉRIA

La peste porcine africaine ravage les élevages porcins



CÔTE D'IVOIRE

L'Interprofession aquacole invite les acteurs à se regrouper pour accéder aux financements



Le président du conseil d'administration de l'Interprofession aquacole, Maurice Sawadogo, a invité les producteurs piscicoles du Tonkpi à renforcer leur organisation afin de mieux tirer parti des programmes de développement annoncés pour la filière, lors d'une rencontre de travail tenue à Man, mercredi 15 juillet 2026.

ÉLEVAGE d'Afrique **INFO**

Pour l'Élevage, la Pêche et les Chaînes de valeur

N°096 du Mardi 21 au Lundi 27 Juillet 2026 - Prix: 300 Fcfa **Hebdomadaire**

À QUELQUES MOIS DU SOMMET DE L'ÉLEVAGE D'ABIDJAN



s'accorde avec les filières bétail de l'Afrique de l'Ouest



La Confédération des Fédérations Nationales des Filières Bétail et Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) est désormais un partenaire officiel de la structure Next Sustainable Initiatives (NSI), l'agence à l'initiative de l'organisation du Sommet de l'Élevage d'Abidjan (SELAB).

CÔTE D'IVOIRE

L'Interprofession aquacole invite les acteurs à se regrouper pour accéder aux financements

Le président du conseil d'administration de l'Interprofession aquacole, Maurice Sawadogo, a invité les producteurs piscicoles du Tonkpi à renforcer leur organisation afin de mieux tirer parti des programmes de développement annoncés pour la filière, lors d'une rencontre de travail tenue à Man, mercredi 15 juillet 2026.



Cette séance a réuni des aquaculteurs, des commerçantes de poissons et des responsables de coopératives venus de plusieurs localités de la région, dans le cadre d'une tournée de l'Interprofession aquacole dans le district des Montagnes. Selon Maurice Sawadogo, la structuration des acteurs constitue une condition essentielle pour accéder aux financements et aux appuis destinés au secteur. « Des financements sont disponibles, mais seuls des acteurs bien organisés pourront en bénéficier. À défaut, ces ressources profiteront à d'autres régions », a-t-il déclaré, exhor-

tant les onze coopératives aquacoles recensées dans le Tonkpi à consolider leur organisation. Dans cette dynamique, l'Interprofession prévoit de réaliser un recensement des exploitations aquacoles grâce à un système de géolocalisation des fermes et de collecte des données de production. Cette opération vise à disposer d'une cartographie fiable du potentiel aquacole régional afin de mieux orienter les actions de dévelop-

pement Le président a relevé que le Tonkpi dispose d'importants atouts pour le développement de la pisciculture, notamment l'abondance des ressources en eau et la présence de nombreux bas-fonds propices à l'élevage de poissons. Il a toutefois déploré l'absence d'écloserie dans la région, obligeant les producteurs à s'approvisionner en alevins dans d'autres localités. « Nous allons travailler au renfor-

cement des capacités des acteurs afin que, dans les cinq prochaines années, la région puisse produire une part significative du poisson qu'elle consomme », a-t-il indiqué. Au-delà de la production, Maurice Sawadogo a encouragé les jeunes et les femmes à investir davantage les métiers de l'aquaculture, qu'il considère comme un levier de création d'emplois et de revenus. La présidente nationale des trans-

formatrices de produits halieutiques, N'zué Andréa Caroline, a, pour sa part, exhorté les femmes du Tonkpi à s'intéresser aux activités de commercialisation et de transformation du poisson. « Le commerce du poisson peut offrir une véritable autonomie financière aux femmes et contribuer à l'équilibre économique des ménages », a-t-elle soutenu. Intervenant au nom des producteurs, l'aquacultrice Gba Bernadette s'est félicitée de cette rencontre, estimant qu'elle a permis aux acteurs de mieux appréhender les perspectives de développement de la filière. « C'est une activité rentable, mais qui exige beaucoup d'efforts », a-t-elle témoigné. La rencontre a également été marquée par la présentation de Mahan Jean en qualité de président régional de l'Interprofession aquacole. Les échanges ont porté sur les principales contraintes de production ainsi que sur les actions à engager pour renforcer durablement la filière piscicole dans le Tonkpi.

Par Sandrine KOUADJO

CÔTE D'IVOIRE - GUINÉE

L'essor de l'aviculture attire les exportateurs américains de maïs

Le développement de l'aviculture en Guinée et en Côte d'Ivoire ouvre de nouvelles perspectives aux exportateurs américains de maïs.

En juillet 2026, une délégation de l'U.S. Grains & BioProducts Council (USGBC) s'est rendue dans les deux pays pour évaluer les opportunités qu'offre l'expansion du secteur de l'alimentation animale. Dans un communiqué publié le 17 juillet 2026, l'organisation indique que cette mission a permis d'identifier de nouveaux débouchés pour les exportations américaines de maïs, d'orge, de sorgho et de leurs coproduits. Rapportées par l'Agence Ecofin, cette démarche intervient dans un contexte où les deux pays intensifient leurs investissements pour développer leur production avicole. Cette dyna-

mique devrait accroître les besoins en aliments pour animaux et, par conséquent, en matières premières destinées à leur fabrication. En Guinée, les autorités ont lancé une stratégie nationale de développement de la filière avicole couvrant la période 2026-2030. Doté d'un budget de 563. Millions de dollars Soit environ 323,7 milliards de FCFA, ce programme vise à renforcer la production locale afin de réduire la dépendance du pays aux importations de viande de volaille, qui représentent encore près de 80 % de la consommation nationale. Le plan prévoit notamment le développement de la production d'aliments pour animaux, le renforcement des mesures de biosécurité et une meilleure organisation de la filière. Les chiffres de la FAO traduisent cette dépendance. Les importations guinéennes de viande de poulet sont passées de 57 421

tonnes en 2020 à 88 590 tonnes en 2024, alors que la production nationale est restée limitée à une moyenne d'environ 13 800 tonnes par an sur la même période. En Côte d'Ivoire, les ambitions sont également élevées. Selon l'Interprofession avicole de Côte d'Ivoire (IPRAVI), le pays prévoit de porter sa production annuelle de viande de poulet de 114 000 tonnes en 2024 à 200 000 tonnes d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, plusieurs investissements sont en cours dans la production d'aliments pour animaux. Le groupe néerlandais De Heus a ainsi annoncé, en septembre 2025, son intention de construire une unité de production d'aliments pour animaux à Korhogo, dans le nord du pays. La Société ivoirienne de productions animales (SIPRA) a, de son côté, obtenu un investissement de 23,5 millions de dollars du fonds nor-



végien Norfund afin d'accroître ses capacités de production, notamment dans le domaine de l'alimentation animale. Pour les opérateurs américains, la Côte d'Ivoire représente également une porte d'entrée vers le marché ouest-africain. Selon l'USGBC, plusieurs négociants américains en céréales commencent à s'implanter à Abidjan avec l'objectif d'approvisionner non seulement le marché ivoirien, mais aussi ceux de la Guinée, du Mali et du Burkina Faso. Cette évolu-

tion pose toutefois la question de la capacité des producteurs locaux de maïs à répondre à la demande croissante de l'industrie de l'alimentation animale. Dans une région où cette céréale est principalement destinée à la consommation humaine, le défi sera de développer une production suffisante pour accompagner l'essor de l'élevage tout en limitant le recours aux importations.

Par Amy SANGARE

ÉLEVAGE

Les autorités du Soudan plaident pour la création d'une base de données exhaustive

Au Soudan, la création d'une base de données exhaustive pour le secteur de l'élevage peut accélérer les performances, selon le sous-secrétaire du ministère de l'Élevage et de la Pêche, le Dr Ammar Al-Sheikh Idris. Le Ministre qui intervenait lors d'un atelier consacré à « *L'intelligence artificielle dans le secteur de l'élevage* » et organisé à l'intention des directeurs des départements et unités généraux du Ministère, a rapporté sudanhon.com. Il a aussi souligné que la transformation numérique et les technologies d'intelligence artificielle figurent parmi les outils les plus importants permettant aux institutions d'atteindre l'excellence institutionnelle en améliorant leurs performances, en rehaussant la qualité des services, en augmentant leur efficacité et en favorisant une prise de décision plus rapide et plus précise. Il a



relevé l'importance de la coopération et de la coordination entre le ministère et l'Organisation arabe pour le développement agricole dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités, ce qui contribue à qualifier les employés et à rehausser le niveau

de performance institutionnelle. Dr Ammar Al-Sheikh Idris a expliqué que le ministère accorde une grande importance à son personnel dans l'utilisation des outils et applications d'intelligence artificielle par des moyens modernes, et dans leur mise en œuvre dans les villes

qui produisent du bétail afin de soutenir les petits produc-

teurs. Pour sa part, le professeur Osama Abdel Wahab, expert reconnu, a souligné l'importance de l'intelligence artificielle pour le développement des activités du ministère et sa contribution à la prise de décision, au renforcement de l'excellence institutionnelle et à la garantie du développement durable du secteur. Il a exprimé l'espoir que les employés tirent profit des acquis de la formation et les mettraient en pratique, contribuant ainsi à un progrès significatif dans le secteur de l'élevage et renforçant sa contribution au produit national.

Par MYNA

BURKINA FASO

Plus de 300 tonnes d'engrais de contrebande saisies

Les douanes burkinabè ont saisi plus de 300 tonnes d'engrais introduits frauduleusement à Léo, dans le sud du pays, pour une valeur estimée à plus de 160 millions de FCFA, a annoncé mercredi la Direction générale des Douanes. Cette opération s'inscrit dans le renforcement de la lutte contre la fraude douanière. Les unités de la Direction de la surveillance du territoire (DST) ont intercepté, dans la nuit du 14 au 15 juillet, une cargaison de 300 tonnes d'engrais d'origine étrangère introduite illégalement sur le territoire burkinabè, selon les autorités douanières. La marchandise était dissimulée dans plusieurs entrepôts clandestins à Léo, dans la région du Centre-Ouest. D'après la Direction générale des Douanes, les contrebandiers recouraient à de petits camions, des camionnettes et des motocyclettes pour contourner les postes de contrôle et acheminer les produits, qui étaient ensuite stockés avant d'être distribués à Léo et dans d'autres localités. L'interven-



tion, menée après plusieurs jours de collecte de renseignements et de surveillance, a consisté à sécuriser les principaux accès à la ville avant de procéder aux perquisitions ayant permis la découverte des stocks. Le directeur général des Douanes, l'inspecteur divisionnaire Yves Kafando, s'est rendu sur les lieux pour féliciter les agents mobilisés et saluer leur professionnalisme. Il a également mis en garde les auteurs de fraude, esti-

mant que les services douaniers disposent désormais d'une meilleure connaissance des circuits de contrebande et des lieux de stockage clandestins. Les douanes rappellent que la fraude prive l'État de recettes fiscales et douanières destinées au financement du développement et assurent que les opérations de démantèlement des réseaux de contrebande se poursuivront sur l'ensemble du territoire.

Source : APA

CÔTE D'IVOIRE

L'Union régionale des aquaculteurs du Cavally officiellement investie

La salle de conférence de la Préfecture de Guiglo a accueilli, le lundi 13 juillet 2026, la cérémonie officielle d'investiture du président de l'Union régionale des aquaculteurs du Cavally « Anoupepe », marquant une étape importante dans l'organisation et le développement de la filière aquacole dans la région. La cérémonie s'est déroulée en présence de M. N'Guessan Yapi Patrick, Secrétaire général de Préfecture, représentant le Préfet de la région du Cavally, Préfet du département de Guiglo, ainsi que de M. Maurice Sawadogo, président du Conseil d'administration de l'Interprofession aquacole. À cette occasion, M. Tafi Aho Richard a été officiellement investi en qualité de président de l'Union régionale des aquaculteurs du Cavally « Anoupepe ». Cette union est née du regroupement de trois coopératives d'aquaculteurs, réunies autour d'une même vision : renforcer la structuration de la filière, favoriser la coopération entre les acteurs et promouvoir une aquaculture durable et compétitive dans le Cavally. Les différentes interventions ont souligné l'importance de cette union pour le développement économique de la région. Les autorités administratives et les responsables de la filière ont encouragé les membres à travailler dans un esprit d'unité, de solidarité et de professionnalisme afin de relever les défis du secteur aquacole. À travers cette investiture, l'Union régionale des aquaculteurs du Cavally « Anoupepe » entend jouer un rôle majeur dans la défense des intérêts des producteurs, l'amélioration de la production aquacole et le renforcement de la sécurité alimentaire dans la région.

Par André S.



CÔTE D'IVOIRE / À QUELQUES MOIS DU SOMMET DE L'ÉLEVAGE D'ABIDJAN



s'accorde avec les filières bétail de l'Afrique de l'Ouest

La Confédération des Fédérations Nationales des Filières Bétail et Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) est désormais un partenaire officiel de la structure Next Sustainable Initiatives (NSI), l'agence à l'initiative de l'organisation du Sommet de l'Élevage d'Abidjan (SELAB).



Mercredi 15 juillet 2026, au 11^e Etage de l'immeuble CAIS-TAB à Abidjan Plateau, la Confédération des Fédérations Nationales des Filières Bétail et Viande de l'Afrique de l'Ouest (COFENABVI-AO) et la structure Next Sustainable Initiatives (NSI) ont convenu d'un accord de collaboration gagnant-gagnant. Cet « Accord-cadre de partenariat » a été conclu lors d'une sympathique cérémonie, en présence de M. Assoumany Gouromenan, Directeur de Cabinet du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH). « Le Ministre (Ndlr, Sidi Tiémoko Touré, en charge des Ressources Animales et Halieutiques) souhaite que la COFENABVI-AO et NSI travaillent ensemble pour le développement du secteur », a indiqué le DirCab du MIRAH. Il a estimé que la confédération des filières bétail et viande de l'Afrique de l'Ouest est une institution forte dans la sous-région ouest-africaine, capable d'apporter beaucoup à NSI dans l'organisation du Sommet de l'Élevage d'Abidjan. En retour, M. Gouromenan a estimé que la COFENABVI-AO peut, à son tour, compter sur Next Sustainable Initiatives pour une meilleure visibilité de ses activités à venir. « Il y a un intérêt pour tous, que cet accord profite aux uns et aux autres », a souhaité le Directeur de cabinet du MIRAH. Prenant la parole, le Président du Conseil d'Administration (PCA) de la COFENABVI-AO, Dr Issaka Sawadogo, s'est réjoui de cet ac-

cord qui, à son avis, va être profitable aux deux structures qui travaillent dans le même secteur d'activité. « Nous sommes partant pour cet accord, nous avons toujours voulu travailler en parfaite synergie avec toutes les structures qui travaillent dans le secteur de l'élevage », a dit M. Sawadogo. Pour sa part, la Di-

rectrice Générale Adjointe de NSI, Madame Sariette Koula, a affirmé que cet accord-cadre allait permettre aux deux structures signataires de s'entraider dans leurs activités respectives. « Nous allons, ensemble, développer des stratégies dans le cadre de nos activités », a-t-elle dit. La DG adjointe de NSI a promis aux dirigeants de la

confédération des filières bétail de l'Afrique de l'Ouest qu'ils seront aussi bénéficiaires de la prochaine édition du Salon de l'Élevage d'Abidjan, SELAB Livestock Show, qui se tiendra du 20 au 22 novembre 2026 au Palais des Sports de Treichville à Abidjan. Dans le cadre des préparatifs de cette prochaine édition du SELAB Lives-

tock Show 2026, une mission de prospection et de coopération ivoirienne s'est rendue, à la mi-juillet 2026, en Afrique du Sud, au Botswana et en Namibie. Cette tournée stratégique a permis de nouer des échanges avec des institutions gouvernementales, des organisations professionnelles et des acteurs majeurs du secteur de l'élevage afin de promouvoir le potentiel du SELAB 2026, développer des partenariats durables et encourager la participation de nouvelles délégations internationales. Une étape importante dans la construction d'un salon toujours plus ouvert sur le monde, au service de l'innovation, des investissements et du développement de l'économie animale en Afrique. La signature d'un accord-cadre de partenariat, mercredi 15 juillet, marque aussi une étape importante dans les préparatifs du SELAB prochain. La COFENABVI, créée en 2000, est une organisation de référence pour la filière bétail et viande en Afrique de l'Ouest qui promeut des politiques de développement et renforce les capacités des acteurs du secteur.

Par Mireille YAPO



Pour joindre *Élevage d'Afrique*
appelez aux numéros suivants:

(+ 225) 27 22 23 87 66 - (+ 225) 07 07 87 98 43
(+ 225) 05 06 91 97 36 - (+ 225) 01 52 83 72 72

ÉLEVAGE
d'Afrique **INFO**

TRYPANOSOMOSES ANIMALES AFRICAINES

Le MIRAHA valide la nouvelle stratégie nationale de lutte contre la maladie

Mardi 14 juillet 2026, à Grand-Bassam, la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-Être Animal (DSVBA) du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAHA) a organisé un atelier de validation de la Stratégie nationale de lutte contre les Trypanosomoses Animales Africaines (TAA) pour la période 2026-2030.



Réunissant une trentaine d'experts, de chercheurs nationaux et de partenaires techniques et financiers, cette rencontre vise à doter la Côte d'Ivoire d'un cadre stratégique renforcé pour lutter durablement contre les Trypanosomoses Animales Africaines (TAA), qui constitue l'un des principaux obstacles au développement de l'élevage. Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, M. Sidi Touré empêché, la Conseillère technique chargée de la santé animale, Madame Fadiga Haida Diarrassouba, a souligné que cette stratégie s'inscrit dans les

orientations de la Politique Nationale de Développement de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (PONADEPA 2026-2030). Elle a salué l'appui financier de l'Union européenne à travers le projet COMBAT, ainsi que l'accompagnement technique de la FAO, du Centre Pierre Richet et de l'ensemble des partenaires mobilisés. Le directeur des services vétérinaires, Dr Kallo Vassely, a souligné qu'il est indispensable d'éliminer cette maladie à travers une approche intégrée combinant la lutte contre le vecteur, le traitement des animaux infectés ainsi que

l'implication des chercheurs, des services d'encadrement, des éleveurs et des services vétérinaires. Il a rappelé que la précédente stratégie, élaborée il y a plus de 15 ans, devait être actualisée afin de prendre en compte le contexte actuel et d'intégrer les nouveaux acteurs intervenant dans la lutte contre cette maladie. « *Donc, il faut une stratégie adaptée au nouveau contexte. C'est pour ça que nous sommes là aujourd'hui pour la valider avec toutes les parties prenantes* », a-t-il déclaré. Quant au directeur de l'Institut Pierre Richet, Soro Dramane, il a rappelé que la

Côte d'Ivoire peut se féliciter des progrès majeurs accomplis dans la lutte contre la trypanosomiase humaine africaine (THA). Grâce aux efforts conjugués du Programme national de lutte, des institutions de recherche, des services de santé, des partenaires techniques et des communautés, le pays a obtenu en 2020 l'élimination de cette maladie comme problème de santé publique, une avancée majeure dans le domaine de la santé. M. Soro a toutefois averti que cette réussite ne doit pas occulter les défis persistants. La trypanosomose animale africaine demeure

une contrainte importante au développement de l'élevage en Côte d'Ivoire et dans plusieurs pays africains. Au terme des travaux, les participants ont examiné, enrichi et validé un document stratégique articulé autour de cinq axes prioritaires, notamment le renforcement du diagnostic, de la surveillance épidémiologique, de la lutte antivectorielle, de la gouvernance des trypanocides et de la participation communautaire. La mise en œuvre de ce document stratégique contribuera à améliorer durablement la santé animale, à renforcer la productivité des élevages et à soutenir la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. La trypanosomose animale africaine est une maladie parasitaire transmise principalement par les glossines, communément appelées mouches tsé-tsé. Elle affecte les bovins, les ovins, les caprins et d'autres espèces animales, entraînant une baisse de la production de viande et de lait, une diminution de la capacité de traction des animaux ainsi que d'importantes pertes économiques pour les éleveurs.

Par Sandrine KOUADJO

NIGÉRIA

La peste porcine africaine ravage les élevages porcins

Les Nigériens, éleveurs porcins de l'État de Plateau, ont fait appel au gouverneur Caleb Mutfwang pour une intervention immédiate à la suite d'une épidémie dévastatrice de peste porcine africaine (ASF) qui aurait tué des milliers de porcs, forcé la fermeture de centaines de fermes et infligé des pertes estimées à des milliards de nairas.



L'appel était contenu dans une lettre ouverte adressée au gouverneur, où les parties prenantes avertissaient que la maladie menace la survie de l'une des industries d'élevage les plus importantes de l'État. Selon les agriculteurs, l'épidémie a perturbé la production porcine, détruit les moyens de subsistance et accru les préoccupations concernant la sécurité alimentaire, l'emploi et l'économie de l'État, de nombreux producteurs étant incapables de poursuivre leurs activités. S'exprimant sur l'ampleur de la

crise, le directeur général de Top-notch Pig Farms and Services et consultant vétérinaire chez Saction Hub Limited, Joseph Yonkpa, ont déclaré que le nombre de morts avait atteint des niveaux alarmants, bien qu'une évaluation complète soit encore en cours. « *Le nombre pour l'instant, je ne peux pas le quantifier, mais ils sont par milliers. On peut à juste titre dire que des milliers de cochons sont morts* », a-t-il déclaré. M. Yonkpa a ajouté que l'épidémie avait paralysé l'élevage porcin sur tout le plateau, affectant à la fois

les petits producteurs agricoles et commerciaux. « *En ce moment, des centaines de fermes porcines ont fermé. Les petites et grandes exploitations agricoles ont été touchées. Les grandes fermes de l'État de Plateau ont déjà fermé à cause de l'épidémie de peste porcine africaine* », a-t-il déclaré. Il a qualifié l'épidémie de catastrophe pour un État largement reconnu comme l'un des principaux pôles producteurs de porc du Nigeria, fournissant du porc aux États voisins de Kaduna et Nasarawa ainsi qu'aux marchés du sud

du Nigeria.

Au-delà de l'impact direct sur les agriculteurs, Yonkpa a noté que la crise menace des milliers d'emplois liés à la production porcine, y compris les ouvriers agricoles, les transporteurs, les transformateurs et les marketeurs, tout en réduisant les revenus générés par la chaîne de valeur de l'élevage. Il a expliqué que la peste porcine africaine, une maladie virale hautement contagieuse sans remède ni vaccin approuvé, a déclenché une panique généralisée dans l'industrie, entraînant une forte baisse des prix du porc alors que les agriculteurs se précipitent pour vendre les animaux survivants. « *Des milliers de cochons d'une valeur de milliards de nairas ont été perdus. Le prix du porc a chuté à moins de 2 000 nairas (environ 800 F CFA) par kilogramme de carcasse en raison des ventes paniques et de la perte de confiance des consommateurs. Les agriculteurs ne peuvent pas refaire le plein et peinent à survivre dans cette économie difficile* », a-t-il dit. Pour contenir l'épidémie et soutenir les producteurs touchés, les

agriculteurs ont exhorté le gouvernement de l'État du Plateau à créer un Comité d'intervention d'urgence via le ministère du Développement du Bétail, des Services vétérinaires et de la Pêche. Selon Joseph Yonkpa, le comité devrait évaluer l'étendue des dégâts à travers l'État, coordonner le soutien technique d'urgence, fournir des matériaux de biosécurité et des palliatifs aux agriculteurs concernés, et élaborer un programme de rétablissement et de réapprovisionnement pour l'industrie. Il a averti qu'un manque de réponse rapide pourrait aggraver l'insécurité alimentaire, augmenter le chômage et affaiblir davantage un secteur élevage qui joue un rôle important dans l'économie agricole de Plateau. Malgré l'ampleur des pertes, il a exprimé son optimisme quant à l'action décisive du gouvernement de l'État, affirmant que les éleveurs de porcs restent confiants dans l'engagement du gouverneur Mutfwang envers l'agriculture et le bien-être des citoyens.

Source : AgroNigeria

FABRICATION D'ALIMENTS POUR ANIMAUX D'ÉLEVAGE

Une société burkinabè affiche un bilan satisfaisant pour le 1er semestre 2026

La Société burkinabè de fabrication d'aliments pour animaux d'élevage Faso Guulgo a tenu sa première Assemblée générale ordinaire du personnel de l'année 2026, le samedi 11 juillet dernier à Ouagadougou. Pour ce premier trimestre de l'année, l'entreprise affiche un bilan satisfaisant.

Présidée par le Directeur général, Yaya Soulama, cette rencontre a permis de dresser le bilan des activités du premier semestre, de présenter les perspectives de développement de l'entreprise et d'annoncer plusieurs innovations majeures. Un peu plus d'une année après son lancement officiel, intervenu le 6 mai 2025, Faso Guulgo affiche des résultats jugés très

encourageants. Les échanges ont permis de faire le point sur les performances enregistrées au cours des six premiers mois de l'année 2026, tout en réaffirmant l'engagement de la société à mettre à la disposition des éleveurs burkinabè des aliments de qualité, accessibles et adaptés à leurs besoins. Le bilan technique présenté fait ressortir des performances remarquables. Le Directeur de l'exploitation et de la production, René Kiswensida Zongo, a indiqué que les deux unités industrielles de l'entreprise ont pleinement atteint leurs objectifs, avec une production cumulée de 8 000 tonnes d'aliments au terme du premier semestre. Fort de ces résultats, Faso Guulgo entend poursuivre sa dynamique de croissance. Pour l'année 2027, la société se fixe

un objectif ambitieux de 19 000 tonnes de production, soit une progression significative qui nécessitera un renforcement de l'organisation du travail, une amélioration continue des performances et une mobilisation accrue de l'ensemble du personnel. Saluant l'engagement des travailleurs, le Directeur général, Yaya Soulama, a exhorté chacun à maintenir cette dynamique afin de permettre à l'entreprise d'atteindre ses objectifs et de contribuer durablement au développement du secteur de l'élevage au Burkina Faso. Profitant de cette tribune, il a également annoncé le lancement imminent de deux nouvelles gammes de produits destinées à renforcer l'offre de Faso Guulgo sur le marché. Au-delà des performances de production, cette Assemblée gé-



nérale a été marquée par une avancée importante dans la vie sociale de l'entreprise avec l'annonce officielle de la création de la Mutuelle des travailleurs de Faso Guulgo (Mutraf-Guulgo). Portée par la volonté commune des travailleurs, cette mutuelle a pour vocation de renforcer la solidarité, l'entraide et la protection sociale au sein de la société. Les participants ont également été informés de plusieurs initiatives visant à améliorer les conditions de travail du personnel. Parmi celles-ci figure l'immatriculation des agents au Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU), conformément aux orientations du Gouvernement. À cet effet, le Directeur général a annoncé l'organisation prochaine d'une séance d'enrôlement au sein de

l'entreprise et a invité l'ensemble des travailleurs à y prendre part massivement. L'Assemblée générale a, par ailleurs, pris acte de la mise en place d'une Cellule de santé et de sécurité au travail, chargée de promouvoir la prévention des risques professionnels, la santé au travail et le bien-être des agents. Cette première Assemblée générale ordinaire de l'année 2026 aura ainsi permis de mesurer le chemin parcouru par Faso Guulgo depuis sa création, de consolider la cohésion interne et de tracer les perspectives d'une entreprise résolument engagée dans une dynamique de croissance, d'innovation et d'excellence au service du développement de l'élevage burkinabè.

Par Sandrine KOUADJO et MAERAH

FILIÈRE VOLAILLE

Le Gabon vers la fin des importations de poulets

Le Gabon interdira l'importation de poulets de chair, à compter du 1er janvier 2027. Cette décision s'inscrit dans une stratégie de souveraineté alimentaire visant à réduire la forte dépendance du pays aux importations. Pour préparer cette échéance, le gouvernement gabonais a lancé le recrutement de 150 éleveurs qui bénéficieront d'un accompagnement public comprenant des financements, des infrastructures, des poussins, des aliments pour volailles ainsi que des formations techniques et entrepreneuriales. Cette décision intervient dans un contexte où 95 % du poulet consommé au Gabon est importé. La production locale ne couvre que 5 % des besoins nationaux, alors que la consommation annuelle est estimée à 100 000 tonnes. Le défi est donc colossal. Pour parvenir à bâtir en moins d'un an une filière capable de réduire fortement cette dépendance le pays prévoit également d'accroître la production de maïs et de soja afin de réduire le coût de l'alimentation animale, principal poste de dépenses des éleveurs. Tout comme le Gabon, le Bénin importe plus de 100



000 tonnes de poulets congelés chaque année. Face à l'afflux de poulets congelés importés, principalement en provenance d'Europe et d'Asie, le Bénin a progressivement renforcé sa politique de protection de la filière avicole. Les autorités ont pris plusieurs mesures visant à limiter l'entrée de certaines viandes de volaille, à soutenir les producteurs locaux, à améliorer la surveillance sanitaire et à encourager les investissements privés dans l'élevage. En 2024, le gouvernement béninois avait, de son côté, envisagé d'être prêt à interdire l'importation d'œufs et de poulets congelés à partir du 31 décembre 2024. Ces décisions ont favorisé l'émergence de nombreuses fermes avicoles et permis une augmentation de la

production nationale. L'expérience béninoise montre que la construction d'une industrie avicole est un processus de long terme. Elle exige une politique cohérente, des investissements continus et un environnement favorable aux producteurs. Sans ces conditions, le risque est de voir apparaître une pénurie, une flambée des prix ou une recrudescence des importations clandestines. Les prochains mois permettront de savoir si Libreville réussira là où de nombreux pays africains, y compris le Bénin, continuent de chercher le bon équilibre entre protection du marché et développement réel de la production locale.

Par Déborah. S et TOGOFIRST

ÉTHIOPIE

Le secteur de l'élevage pastoral africain au cœur de réflexions à Addis-Abeba

Le secteur de l'élevage pastoral africain doit se muer en un moteur majeur de croissance économique, d'emploi, de commerce, d'investissement et de résilience sur tout le continent, selon le ministre d'État à l'Agriculture de l'Éthiopie, Fikru Regassa. Cet appel a été lancé à l'occasion du Forum des marchés pastoraux africains qui s'est tenu à Addis-Abeba le lundi 13 juillet 2026. Catalyser les investissements, renforcer les systèmes de marché, débloquer le commerce dans le secteur de l'élevage pastoral africain sont entre autres les objectifs de cet événement. Parmi les participants figurent des représentants de 15 États membres de l'Union africaine, ainsi que des investisseurs, des décideurs politiques, des partenaires au développement, des acteurs du secteur privé et des facilitateurs de marché. En ouvrant le forum qui est prévu durer 5 jours, le ministre d'État à l'Agriculture, Fikru Regassa, a déclaré que cette réunion intervenait à un moment critique, alors que les pays africains s'efforcent de renforcer leurs systèmes agroalimentaires, de développer le commerce intra-africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine et de libérer tout le potentiel économique des systèmes de production d'élevage et pastoraux. Le ministre d'État a souligné que le pastoralisme est bien plus qu'un mode de vie traditionnel, le décrivant comme un système économique productif qui fait vivre des millions d'Africains tout en contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire, à l'emploi, aux exportations et aux moyens de subsistance ruraux.

Par MYNA

POUR MODERNISER L'ÉLEVAGE

L'Andalousie approuve sa première stratégie pour le secteur

L'Andalousie, une grande communauté autonome située dans le Sud de l'Espagne, sur la péninsule ibérique et limitrophe du Portugal à l'ouest, franchit une étape historique pour son secteur agricole. La région a officiellement approuvé sa première Estrategia Andaluza de la Ganadería Extensiva, un plan ambitieux doté de 457 millions d'euros destiné à moderniser l'élevage extensif, encourager l'innovation et garantir le renouvellement des générations d'éleveurs. Une initiative qui s'inscrit dans une vision à long terme du développement rural andalou.



Elle répond à une réalité préoccupante : l'élevage extensif, pourtant pilier de l'économie rurale andalouse et garant de la biodiversité des paysages, traverse une période de fragilité structurelle marquée par le vieillissement de ses acteurs et un manque criant d'investissements technologiques. L'Andalousie compte aujourd'hui plus de 4,5 millions d'hectares de surfaces pastorales, ce qui en fait l'une des régions d'Europe les plus importantes en termes de superficie dédiée à ce type d'élevage. Pourtant, le nombre d'exploitations a sensiblement diminué ces dernières décennies, et la transmission des fermes familiales aux nouvelles générations reste un défi majeur. Le plan prévoit des investissements ciblés dans

plusieurs domaines prioritaires : la digitalisation des exploitations, l'amélioration des infrastructures rurales, le soutien à la certification et à la commercialisation des produits issus de l'élevage extensif, ainsi que des programmes spécifiques d'aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Innovation et relève
générationnelle au cœur
des priorités

L'un des axes les plus structurants de cette stratégie concerne le renouvellement des générations. L'âge moyen des éleveurs extensifs en Andalousie dépasse désormais les 55 ans, un chiffre qui illustre l'urgence d'attirer de nouveaux profils vers ce métier. Pour y remédier, la stratégie prévoit

des aides directes à l'installation pour les jeunes de moins de 40 ans souhaitant reprendre ou créer une exploitation d'élevage extensif. Ces dispositifs seront complétés par des formations adaptées, intégrant des modules sur les nouvelles technologies agricoles, la gestion durable des ressources naturelles et les circuits courts de commercialisation. Parallèlement, l'innovation technologique occupe une place centrale dans le plan. Des fonds seront alloués au développement de solutions numériques pour le suivi des troupeaux, à l'utilisation de capteurs et d'outils de géolocalisation permettant une gestion plus précise des pâturages, et à la mise en place de plateformes collaboratives entre éleveurs et chercheurs. La stratégie insiste également sur la valeur environnementale de l'élevage extensif. Ce mode de production contribue en effet à la prévention des incendies de forêt, à la conservation des écosystèmes de la dehesa et au maintien de la biodiversité. Ces services écosystémiques, longtemps peu reconnus économiquement, pourraient désormais faire l'objet de compensations financières spécifiques dans le cadre du plan. Enfin, la commercialisation des produits sera renforcée grâce à des labels de qualité et des cam-

pagnes de promotion valorisant l'origine andalouse et les méthodes d'élevage respectueuses de l'environnement. L'objectif est de mieux rémunérer les éleveurs en leur permettant d'accéder à des marchés plus porteurs, tant en Espagne qu'à l'international. L'approbation de cette stratégie représente une avancée majeure pour le monde rural andalou. En combinant soutien financier massif, innovation technologique et mesures en faveur du renouvellement des générations, l'Andalousie se dote d'un outil concret pour assurer l'avenir d'un secteur indispensable à son identité et à son équilibre territorial. Ce plan devra maintenant se traduire par des actions concrètes sur le terrain, avec un suivi rigoureux de ses résultats pour garantir que les 457 millions engagés produisent les effets attendus sur le long terme.

Source: lecourrier.es

FRANCE

Les éleveurs de ruminants alertent sur une crise qui menace les élevages

Les principales organisations représentant les éleveurs de bovins, d'ovins, de caprins et de producteurs laitiers en France appellent les pouvoirs publics à agir face à la dégradation des conditions d'élevage. Elles alertent sur une combinaison de facteurs économiques et climatiques qui met en péril la pérennité des exploitations. Dans un communiqué commun, la Fédération nationale bovine (FNB), la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), la Fédération nationale bovine (FNO) et la Fédération nationale des éleveurs de chèvres (FNEC) soulignent que les cheptels continuent de diminuer depuis



plusieurs années. Elles craignent une nouvelle accélération de cette décapitalisation si aucune mesure de soutien n'est rapidement mise en œuvre. Les orga-

nisations dénoncent notamment la baisse des prix versés aux producteurs, qu'elles jugent injustifiée au regard de la situation des marchés français et

européens. Selon elles, le recul des prix, aussi bien pour le lait que pour la viande, envoie un signal préoccupant aux éleveurs déjà confrontés à de nombreuses difficultés. Parallèlement, les coûts de production poursuivent leur hausse. Les fédérations citent l'augmentation des dépenses liées à l'énergie, aux engrais, aux intrants et à la main-d'œuvre, dans un contexte marqué par les tensions économiques internationales. À ces difficultés s'ajoutent les effets de la sécheresse, qui accentuent la pression sur les exploitations et renforcent les inquiétudes de la profession, rapporter par actu.fr.

Par Amy SANGARE

ÉLEVAGE
d'Afrique INFO

SOCIÉTÉ EDITRICE:

MOAHE COMMUNICATION
Tel.: +225 27 22 23 87 66
Cel.: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:

Abidjan Cocody Angré 7è
Tranche ilot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:

Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR

DES RÉDACTIONS:

OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:

André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:

+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:

Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:

N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:

HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques



PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR COMPETITIVES DE L'AQUACULTURE ET DE LA PECHE DURABLE (ProDeCAP/Economie Bleue)

NOTRE VISION

Construire un secteur halieutique moderne,
compétitif et durable, capable de :
Renforcer la production nationale
Réduire la dépendance aux importations
Créer des emplois
Garantir la sécurité alimentaire

Coût: 19 milliards

Durée: 5 ans